

L'hon. M. PEARSON: La résolution dont nous parlons ne s'applique qu'à la lutte contre l'agression coréenne.

M. MacDOUGALL: Permettez-moi de revenir encore sur cette question de la Corée. Il y a eu, en 1894 et en 1896, à la Chambre des lords de Grande-Bretagne, une discussion célèbre entre lord Rendall et lord Roseberry pour savoir qui aurait souveraineté sur la Corée. L'un favorisait la Chine, l'autre, le Japon. Mon éducation scolaire a dû être regrettamment négligée car je ne me souviens pas qu'on m'ait rien enseigné à l'école sur la Corée, dont l'orthographe était différente, en anglais, en ce temps-là. Peu importe. Ce que je veux obtenir, c'est une confirmation ou une déclaration du ministre. Je ne sais si vous la ferez ou non, monsieur le ministre. Mais croyez-vous que la situation coréenne, avec l'énorme drainage des impôts du monde libre qu'elle comporte, peut continuer pendant, disons, des années, sans causer une débâcle économique et financière en général et, particulièrement, dans ce qu'on peut appeler les pays libres du continent nord-américain? Si, par ailleurs, ce danger n'est pas probable, je crois qu'il serait honnête d'admettre que nous ne sommes pas en meilleure posture en Corée que nous l'étions il y a deux ans, et même, que la situation est peut-être pire. Je reprends donc l'opinion qu'exprimait, il n'y a pas si longtemps, le général Van Fleet sur cet aspect précis de la question. A mon avis, l'agression en Corée devra finalement être enrayée par une véritable offensive contre l'agresseur. Il déclare aussi que cette offensive ne provoquera pas, de quelque façon que ce soit, l'entrée en scène de Staline.

L'hon. M. PEARSON: Voilà une question embarrassante! Pour ce qui est de la première partie, au sujet du fardeau économique que constituerait, pour le monde libre, le maintien continu des opérations militaires en Corée, je ne répondrai que ceci: il y a actuellement en Corée à peu près sept divisions américaines, et une autre division, formée par le Commonwealth. Les divisions américaines comprennent des contingents étrangers et, naturellement, des volontaires coréens: Jugez vous-même si les États-Unis peuvent maintenir longtemps ces effectifs en Corée, dans les mêmes circonstances, sans que cela ait des conséquences graves sur leur économie. Je ne veux pas dire que c'est là une situation idéale, mais je me refuse à croire qu'elle n'est pas possible, économiquement parlant. Naturellement, notre intention est de renforcer la Corée jusqu'au point où les Coréens prendront une part encore plus grande aux opérations, et alors, vu sous cet angle, le fardeau économique n'est pas insupportable.

Pour votre autre question, à savoir s'il serait souhaitable de préparer une offensive en vue de repousser l'agresseur à la rivière Yalou, c'est une affaire d'opinion. Le général Van Fleet faisait cette déclaration à la presse seulement, et je crois qu'il serait préférable d'attendre qu'il témoigne au comité du Congrès à Washington, pour savoir ce qu'il déclarera de façon officielle. Mais il a lui-même établi clairement que cette offensive ne devrait pas être entreprise si les Nations Unies ne possèdent en Corée plus d'effectifs que ce qu'elles ont maintenant. Du point de vue de la stratégie de l'ensemble, le problème ne consiste pas seulement à savoir si une attaque de cette sorte n'entraînerait pas une contre-attaque, car les forces chinoises ne sont pas encore toutes engagées en Corée. C'est un aspect seulement du problème. L'autre aspect consiste à savoir s'il serait sage de renforcer le front coréen à ce point, aux dépens d'autres endroits.

M. DECORE: Monsieur le président, l'autre jour, le ministre a fait quelques remarques en passant, au sujet de la guerre psychologique. Il ne s'y est pas attardé longtemps, et je me demande s'il voudrait avoir l'obligeance de nous expliquer aujourd'hui si le gouvernement a adopté une ligne de conduite à cet égard, quelle est cette ligne de conduite et jusqu'à quel point nous sommes prêts à la poursuivre dans le moment.